

## II - POUR UNE PRATIQUE POLITIQUE NOUVELLE

Toute nouvelle politique, si elle entend transformer durablement le sort des hommes doit s'appuyer sur l'unité du peuple, la conscientisation et la mobilisation des masses. Elle doit également se fonder sur la consistance et l'harmonisation des projets de notre peuple, singulièrement sur les forces de la jeunesse, la maîtrise et la valorisation de notre histoire, de notre culture, le contrôle de notre économie, éléments constitutifs d'une nouvelle citoyenneté enrichissant notre identité.

### A - L'UNITÉ DU PEUPLE

Socle de toute démarche révolutionnaire, l'unité de notre peuple constitue l'axe central de notre démarche politique. Mais, le colonialisme d'abord, "nos élus" ensuite ont constamment cherché et parfois obtenu la plus large division de notre peuple. Division politique entre partisans et opposants de l'Indépendance, entre gauche et droite accentuée par la division " raciale " entre noirs, mulâtres et " po chapé", renforcée par la division régionale entre "Moun Bastè" et "Moun Granntè", "Moun Kanpang" et "Moun Lavil", "Moun Odibou" et "Moun Badibou", enfin division sociale entre "Fonksyonè" et "Non Fonksyonè" et depuis peu entre "Entéléktyèl" et "Non Entéléktyèl".



1 Mé 2002 o Moul



Cette pratique politique a été si bien menée qu'elle représente encore aujourd'hui l'origine des oppositions qui ruinent toute tentative d'unification de notre peuple. Les contradictions de classe post-esclavagistes n'ont par conséquent à travers notre histoire que très peu été exprimées, manifestant ainsi la prééminence des rapports esclavagistes constitutifs de la société coloniale. Preuve du peu d'emprise de la théorie marxiste dans l'analyse de ce type de société.

Ainsi donc, la richesse du "Blan Kréyol" ou du "Béké", la pauvreté et l'indigence du petit fils d'esclave ne reposeraient en fait, que sur une question de naissance, en clair, c'est l'expression de la volonté divine.

Il reste que c'est sur le fondement de l'accumulation de richesses, de la possession exclusive de biens, de terres, de moyens de production que les bourgeoisies européennes ont asservi les nations africaines. Dans l'espace caribéen, l'existence de rapports de classe a été gommée par le combat pour l'existence en tant qu'homme tout simplement, ce qui nous mène à voir se juxtaposer constamment dans les luttes syndicales des revendications sociales et des revendications pour le respect et la dignité. La revendication pour l'Indépendance Nationale a été également élevée au rang de contradiction principale reléguant ainsi la lutte de classe au rang de contradiction secondaire, contradiction au sein du peuple appelée à être réglée au lendemain du "grand soir".

Comment construire dorénavant l'unité du peuple au-delà de ces divisions et contradictions ? Sur quelles couches, quelles classes sociales le mouvement révolutionnaire doit-il s'appuyer pour gagner la bataille de l'émancipation politique et de la transformation sociale ?

Une alliance tactique entre classes - et quelles classes ? - peut-elle assurer la conquête de tous les pouvoirs ? Faut-il que les divergences et intérêts de classe se taisent pour assurer l'unité du peuple ?

Il convient dans notre démarche politique nouvelle de répondre à toutes ces questions.

Nous pensons que la classe ouvrière dans la diversité de sa composition (cadres, intermédiaires, employés, ouvriers d'exécution) confrontée autrement qu'hier, à un capitalisme mondialisé, impersonnel et agressif a intérêt à s'arc'bouter pour la défense de tous ses droits. Droits, par ailleurs ne se limitant pas seulement à la dignité mais beaucoup plus, à la vie carrément.

En conséquence, la bourgeoisie nationale avec qui naguère dans les luttes de libération nationale il était impérieux de s'allier pour rejeter le colonialisme hors du pays est réduit à gérer localement les intérêts de capitalismes transnationaux. Elle n'existe plus que par les miettes rognées à la périphérie



des activités déployées par les grands groupes financiers mondiaux et ne peut plus exprimer de revendications nationales. Les compromissions comme supports du système impérialiste l'ont décrédibilisé aux yeux des masses.

Il persiste, cependant au même niveau que les éléments de la classe ouvrière, des couches importantes de notre peuple composées d'artisans, de petits commerçants, de petits entrepreneurs et de petits paysans. Ils contrôlent 80 % des entreprises de Guadeloupe. Leur parcours entrepreneurial, les contraintes qui pèsent sur eux, la fragilité de leur situation, leur engagement personnel dans le processus de production de biens et de richesses les placent comme ayant objectivement les mêmes intérêts que la classe ouvrière. L'audace de certains salariés dans la conquête de leur indépendance par rapport à un patron, pour la création de leur propre emploi les a conduit à soutenir une affaire souvent familiale ou avec des fonds issus de la famille ou/et d'amis. Seulement, non organisés, sans conseil, sans savoir-faire managérial ils se retrouvent rapidement, en général après deux ans de fonctionnement, piégés par le crédit bancaire, poursuivis par le fisc, les clients mécontents, les salariés non déclarés ou non payés et enfin étouffés par leurs créanciers. Ceux qui se hasardent sur les marchés publics doivent sans cesse ristourner leurs prestations pour conserver leur marché et arroser avec leurs maigres résultats les politiciens. Victimes d'abord de la propagande disant qu'être patron est une fin en soi et qu'au bout il y a la réussite sociale, ils sont persuadés d'être parvenus, de détenir les clés d'une promotion sociale souhaitée depuis plusieurs générations. Ils oublient la dure loi du marché, ses contraintes et ses obligations. Ils ne sont souvent pas en mesure de financer leur propre protection sociale.

C'est précisément cette fragilité provoquée par le système capitaliste qui fait d'eux des cibles privilégiées des politiciens. Ils représentent pour le compte de ces derniers, "ceux qui font la Guadeloupe".

Au-delà de tout cela, les gouvernements successifs de la France ont multiplié envers eux des mesures alléchantes (aides, soutiens, allègements fiscaux), de façon à leur éviter la prise de conscience de leur position sociale réelle et contenir leur révolte. Tous ceux qui ont cru que les mesures fiscales et sociales "en faveur des entreprises locales et de l'emploi" leur étaient destinées ont rapidement déchanté face aux multiples conditions à remplir en bénéficiaire : documents, démarches, position bancaire... tel un parcours du combattant s'élevaient devant eux. Il convient par conséquent que ces couches sociales de créateurs, de producteurs se libèrent du carcan idéologique les plaçant tout comme les fonctionnaires au-dessus des masses et au contraire qu'ils s'inspirent des luttes de la grande masse des salariés pour se renforcer et imposer aux déci-



deurs une autre politique leur garantissant la protection, la rentabilité de leur entreprise. Il y a lieu de dire que les mesures politiques d'incitation fiscale ont engendré une accentuation de la colonisation économique de notre pays.

**L'alliance de ces couches sociales avec la classe ouvrière doit nous autoriser à conquérir dans l'excellence tous les espaces du pouvoir économique et mener des luttes capables de prendre en compte l'ensemble des intérêts du peuple par-delà les revendications catégorielles.**